



Luxembourg, le 16 FEV. 2022

ENECO Ingénieurs-Conseils S.A.
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

N/Réf : 100864
Dossier suivi par : Charel Gleis
Tél. : 247 86872
E-mail : charel.gleis@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Evaluation du projet « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfalldeponie Typ A, Brouch » sur le territoire de la commune de Mersch – avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Madame, Monsieur,

Le projet sous rubrique est à considérer comme modification et extension d'un projet (annexe IV, catégorie 29 et annexe III, catégorie 1) visé par le chapitre 1^{er}, section 1^{re} de la loi précitée.

Par ma décision du 20 décembre 2021, l'élaboration d'un rapport d'évaluation a été requise pour le projet sous rubrique.

La loi modifiée du 15 mai 2018 exige dans ce cas de figure l'élaboration obligatoire d'un avis des autorités sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation.

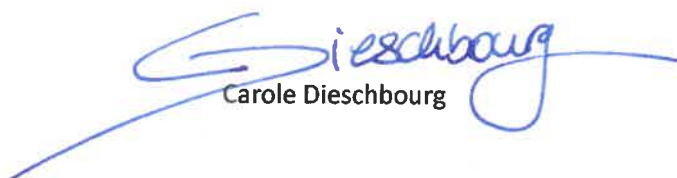
Vous trouverez en annexe l'avis établi en vertu de l'article 5 de la prédite loi. L'avis est basé sur le document « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfalldeponie Typ A, Brouch » du 30 septembre 2021 élaboré par le bureau Eneco ingénieurs conseils.

L'avis qui suit comprend également les avis des autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière environnementale (voir liste en annexe).

Une réunion de concertation entre les autorités ayant formulé des observations, le maître d'ouvrage et l'autorité compétente pourra être organisée sur demande de votre part.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable


Carole Dieschbourg

N° Dossier: 100864

**Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte
Inertabfalldeponie Typ A, Brouch**

EIE Phase:	Scoping	
Autorité	Saisine	Avis
Administration de la nature et des forêts Arrondissement CENTRE-OUEST	oui	26 janvier 2022
Administration de la gestion de l'eau	oui	03 février 2022
Administration de l'environnement	oui	26 janvier 2022
Inspection du Travail et des Mines	oui	31 janvier 2022
Département de l'aménagement du territoire	oui	pas d'avis
Centre national de recherche archéologique	oui	10 février 2022
Administration communale de Mersch	oui	27 janvier 2022
Administration communale de Helperknapp	oui	31 janvier 2022

Avis du Ministère de l'Environnement du Climat et du Développement durable sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

L'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a comme objectif de vérifier à un stade précoce de la planification et avant l'octroi d'une autorisation environnementale (eau, protection de la nature, établissements classés) si le projet a des incidences notables sur l'environnement afin de déterminer les mesures à appliquer pour éviter, réduire ou compenser ces incidences.

L'approche préventive est au centre de toute procédure EIE dont la pièce-maîtresse constitue l'élaboration d'un rapport d'évaluation par un/des expert(s) agréé(s). Afin d'orienter l'élaboration du rapport d'évaluation, l'autorité compétente doit formuler un avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation à présenter par le maître d'ouvrage. En fonction du projet, l'autorité compétente demande également l'avis d'autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière d'environnement (voir article 5 de la loi EIE et le tableau en page 2).

1. Généralités

- 1.1. Le maître d'ouvrage qui prépare et présente le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est obligé d'avoir un agrément suivant l'article 6.3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (ci-après loi EIE) : *« Afin d'assurer l'exhaustivité et la qualité du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, le maître d'ouvrage s'assure que le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est préparé par des personnes agréées en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. »*¹
- 1.2. Le projet soumis concerne deux catégories du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes des projets soumis à une EIE. La première est la catégorie 29 de l'annexe IV *« Carrières et exploitations minières à ciel ouvert autres que celles au point correspondant de l'annexe I »* et la deuxième est la catégorie 1 de l'annexe III *« Décharges de déchets non spécifiées ailleurs, y inclus les décharges pour déchets inertes »*. Le rapport d'évaluation est à établir de manière à évaluer les incidences environnementales notables des deux catégories précitées. Au cas contraire, une nouvelle vérification préliminaire est à réaliser pour le volet *« décharges de déchets »* le moment venu. Il est également rendu attentif dans ce contexte à la durée de validité (voir article 20 de la loi EIE) de la conclusion motivée qui sera établie dans la dernière étape de la procédure EIE.
- 1.3. Le dossier soumis se réfère au règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel *« décharges pour déchets inertes »* qui est abrogé depuis le 02 août 2021. Dès à présent le règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes² est à respecter. Selon l'article 7 de ce règlement, tout projet d'extension d'une décharge est à évaluer selon les modalités prévues à l'article 6 du même règlement grand-ducal. Par conséquent, ladite évaluation, à élaborer par un organisme agréé, est à intégrer dans le rapport d'évaluation. Dans ce contexte, il y a lieu de rendre attentif que le règlement précité fixe des capacités maximales par région.

¹ Article 6 paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

² <https://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-rgd-2021-08-25-a679-jo-fr-pdf.pdf>

- 1.4. Complémentairement à ce qui précède, les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le cadre du rapport d'évaluation sont précisées par les articles 3 et 6 ainsi que l'annexe III de la loi EIE. Une attention particulière est à porter à l'annexe III. Certaines thématiques y développées sont particulièrement importantes pour l'élaboration du rapport d'évaluation relatif au projet et nous revenons par la suite d'une manière plus précise à ces thématiques.
- 1.5. Il est à noter que le rapport d'évaluation est à soumettre à la consultation du public. Ceci présuppose que toutes les informations requises pour la compréhension du projet et de ses incidences sur l'environnement fassent partie intégrante du dossier à soumettre. Il ne peut être renvoyé à des informations complémentaires sans que celles-ci ne soient clairement décrites dans le rapport d'évaluation ou annexées à celui-ci. La présentation des informations dans le rapport d'évaluation sous forme matérielle et digitale doit être complète, cohérente et facile à retracer.
- 1.6. Le rapport d'évaluation ainsi que toutes les études complémentaires (p.ex. études sonores, études sur les vibrations, étude faunistique, etc.) doivent clairement mettre en évidence et évaluer le projet dans le contexte de la situation existante sur le site et dans l'aire d'influence du site et prendre en compte une éventuelle cumulation de ce projet avec les activités déjà autorisées sur le site existant (p.ex. le remblayage d'environ 8 016 000 m³ autorisé). Dans ce contexte le rapport d'évaluation doit également présenter une mise à jour des phases du remblayage déjà autorisées, qui seront probablement impactées par l'extension projetée.
- 1.7. Les auteurs du rapport d'évaluation devront présenter la situation de classement du site existant et projeté dans le PAG en vigueur. Contrairement à l'information fournie dans le dossier soumis, le projet est localisé en zone forestière et non pas en zone d'extraction.
- 1.8. En fonction des risques ou des incertitudes identifiées, le rapport d'évaluation devra présenter une stratégie de gestion sur base de mesures d'évitement, d'atténuation et de monitoring (voir point 7 de l'annexe III) qui est à décliner par rapport aux différents biens à protéger potentiellement touchés. La sensibilité du milieu environnant est à considérer dans ce contexte en fonction de l'étendue spatiale potentielle des nuisances. Des éventuelles modalités de suivi doivent également être proposées par le bureau d'études (p.ex. un suivi des émissions acoustiques, des vibrations, des incidences probables sur le captage d'eau de la commune de Mersch, des perturbations de la faune et la flore, ...).
- 1.9. Il est pratique courante que le rapport d'évaluation comprend une synthèse des résultats d'évaluation, des choix analysés et des mesures (p.ex. sous forme de tableau). Dans ce contexte, il est également indiqué que les auteurs du rapport d'évaluation se prononcent sur les mesures envisagées pour éviter, prévenir, réduire ou si possible, compenser les incidences négatives notables identifiés, du projet sur l'environnement et ceci en tenant compte des différentes variantes analysées conformément au point 7 de l'annexe III de la loi EIE.
- 1.10. Le bureau d'études est tenu de présenter dans le rapport d'évaluation d'une manière transparente les différentes étapes qui suivront la procédure d'évaluation, en indiquant les différentes autorisations requises pour la réalisation du projet et en y intégrant d'éventuelles demandes d'autorisation en matière environnementale déjà soumises aux autorités.

2. Description du projet

- 2.1. Afin de cadrer l'évaluation, il importe d'identifier dans le rapport d'évaluation de manière précise les voies d'exposition (« Wirkungspfade ») potentielles des incidences significatives liées au projet par rapport aux facteurs définis à l'article 3 de la loi EIE et de définir les aires d'influence / aires d'études à considérer. Dans le cas du dossier soumis pour avis l'accent doit être mis plus particulièrement sur les sujets « population, santé humaine », « biodiversité » et « eau ». L'évaluation devra se baser sur les voies d'exposition pertinentes et distinguer entre une éventuelle phase chantier avec une présentation des installations existantes (p.ex. voie d'accès au site, routes internes, bascule, etc.) et la phase de fonctionnement normal (voir annexe III de la loi EIE, points 1.a. et 1.c.).
- 2.2. Les auteurs du rapport d'évaluation devront thématiser les incidences sur chaque facteur défini à l'article 3 de la loi EIE et, dans la mesure du possible, chiffrer et dimensionner les répercussions du projet sur l'environnement (p.ex. gestion des eaux, gestion des risques, vibrations, poussières, faune, flore, etc.).
- 2.3. Au vu de la longue durée de fonctionnement du projet (26,8 ans pour la carrière et 69,3 ans pour la décharge), il importe de préciser, du moins sommairement, le phasage prévisionnel. Toute inconnue ou incertitude pouvant avoir une influence sur l'évaluation des incidences, notamment en relation avec les étapes de réalisation ultérieures, est à décrire de manière transparente et le cas échéant à prendre comme sujet dans les mesures de suivi. Les auteurs du rapport d'évaluation devront tenir compte du phasage lors de l'évaluation de manière à distinguer le mieux possible les incidences notables et les mesures en fonction du phasage et des travaux spécifiques par phase (p.ex. défrichement des terrains phase par phase, décapage et réutilisation de la terre, transport de la matière extraite et des déchets, émissions sonores, vibrations, poussières, risque d'accidents, etc.).
- 2.4. Il importe que tous les éléments du projet soient décrits et évalués dans le rapport d'évaluation, dont notamment les excavateurs, le dynamitage avec les substances utilisées, les camions à benne, les installations de broyage, les emplacements des dépôts du matériel broyé et l'aire de chargement.
- 2.5. En ce qui concerne la décharge de déchets inertes, le bureau d'études doit se prononcer sur les types de déchets admissibles, la nouvelle structure des couches géologiques et analyser l'impact de celle-ci sur l'environnement, notamment en ce qui concerne les flux d'eau, la stabilité du remblayage et d'éventuelles mesures de suivi.
- 2.6. Dans ce contexte, le bureau d'études doit également décrire la phase de renaturation du projet. Tout d'abord, il doit brièvement décrire le remblayage et le phasage déjà autorisé et l'intégrer dans une perspective de développement et de renaturation globale du site dans son ensemble. Afin de limiter la surface de la carrière ouverte au minimum nécessaire et de rétablir la forêt le plus vite possible, le bureau d'études doit éventuellement présenter des adaptations du concept déjà autorisé. La renaturation doit également tenir compte des facteurs « biodiversité », « eau », « air, climat » et « paysage ». (voir aussi le point 3.2.11)
- 2.7. De ce qui précède, la démolition, l'enlèvement ou bien la réutilisation des installations existantes au moment de la fermeture du site, respectivement à la fin des différentes phases d'exploitation, sont à préciser et évaluer dans le rapport d'évaluation.

- 2.8. En ce qui concerne le dynamitage, l'opération et les 1-2 campagnes de dynamitage par an sont à présenter en détail de manière à disposer d'une information transparente en vue de l'évaluation des effets environnementaux. Les auteurs du rapport d'évaluation devront également se prononcer sur l'augmentation de la puissance du dynamitage sur site et les raisons, respectivement d'éventuelles alternatives si des incidences notables ne pourraient exclues.

3. Evaluation du projet

D'une manière générale, les auteurs du rapport d'évaluation devront se prononcer sur les incidences du projet sur tous les facteurs à analyser définis à l'article 3 de la loi EIE et précisés dans l'annexe III de la même loi. L'avis qui suit se limite à certains aspects nécessitant un traitement plus approfondi.

3.1. Population et santé humaine

Il est pour ce chapitre également référé à l'avis de l'Administration de l'environnement annexé et auquel je me rallie.

Bruit

- 3.1.1 L'estimation préliminaire des incidences sonores par le bureau d'études Kramer Schalltechnik joint au dossier soumis conclut à une légère augmentation de bruit sur le point récepteur IO 02 à Reckange. Par conséquent, une étude de bruit complète réalisée par un organisme agréé est à intégrer dans le rapport d'évaluation. Cette étude doit considérer aussi le point récepteur AP01 « Reckener Barrière », le point récepteur le plus proche. En plus, tous les autres points récepteurs doivent être vérifiés et éventuellement actualisés par rapport aux modifications des PAG (p.ex. le récepteur IO 02 à Reckange). Les points récepteurs les plus critiques sont à présenter plus en détail dans le rapport d'évaluation, de même que les mesures à prendre en la matière à tous les niveaux de l'exploitation.
- 3.1.2 L'évaluation du facteur bruit sur la population et la santé humaine doit également tenir compte du trafic de camions (91 camions par jour au cas où les camions sont chargés sur l'aller et le retour) généré par le projet.

Poussières

- 3.1.3 En ce qui concerne les poussières, l'étude datant de 2014 pour la carrière existante est à actualiser en fonction de l'extension du site, du dynamitage et par rapport aux points récepteurs y définis. Cette étude doit, comme proposée dans l'avis sur l'extension de la carrière du bureau d'études Lohmeyer, également considérer les installations de broyage et les poussières qui proviennent du trafic dans la carrière sur des chemins non revêtus. D'éventuelles mesures d'évitement ou d'atténuation sont à développer dans le rapport.

Vibrations

- 3.1.4 Selon l'estimation des vibrations déclenchées par le dynamitage élaborée par Manfred Krämer, une étude détaillée est à réaliser afin de déterminer et éventuellement limiter les incidences des vibrations sur la population et la santé humaine. Cette étude est à intégrer et évaluer dans le rapport d'évaluation et, le cas échéant, des mesures appropriées sont à développer.

3.2. Biodiversité

Il est pour ce chapitre également référé à l'avis de l'Administration de la nature et des forêts annexé et auquel je me rallie.

- 3.2.1. D'une manière générale, l'évaluation des incidences du projet sur le facteur biodiversité doit considérer les résultats de l'étude de bruit, de l'étude des poussières et de l'étude des vibrations.

Zone protégée d'intérêt national (ZPIN)

- 3.2.2. L'extension de la carrière de même qu'une grande partie du site existant est entourée par la zone protégée d'intérêt national « Mandelbaach/Reckenerwald » arrêtée par le règlement grand-ducal du 16 mars 2020 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Mandelbaach/Reckenerwald » sise sur les territoires des communes de Helperknapp et de Mersch. L'extension du projet de même que la cumulation des effets de celle-ci avec les activités existantes (chemins d'accès, stockages, broyage, etc.) pour lesquelles la durée de fonctionnement est prolongée, sont à évaluer par rapport à la ZPIN, notamment en ce qui concerne l'interdiction de la perturbation d'animaux appartenant à la faune sauvage indigène (Art.3 point 11 du RGD précité). En plus, le bureau d'études doit évaluer la distance de sécurité minimale à respecter entre la carrière et la ZPIN compte tenu de l'angle d'inclinaison de la paroi à la limite de la carrière. L'évaluation des incidences du projet sur la ZPIN doit également considérer l'effet de tempêtes violentes qui peuvent éventuellement provoquer des chutes d'arbres.

Natura 2000

- 3.2.3. Selon les études mentionnées ci-avant au chapitre « population et santé humaine » certaines incidences, notamment le bruit, les vibrations et les poussières peuvent s'étendre jusqu'à la zone de protection spéciale (ZPS) « Vallées de l'Attert, de la Pall, de la Schwébech, de l'Aeschbech et de la Wëllerbach (LU0002014) ». Les incidences significatives du projet sur les objectifs de conservation de la ZPS sont à évaluer dans le respect des dispositions de l'article 32 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN). Dans un premier temps, une évaluation sommaire des incidences (nommée « screening ») est à élaborer en s'appuyant sur le « Règlement grand-ducal du 1er mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles » tout en tenant compte du « Guide de conseils méthodologiques de l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive « habitats » 92/43/DEE » publié par la Commission européenne et du document « Leitfaden zur FFH-Verträglichkeitsprüfung für das Großherzogtum Luxemburg ». En fonction des résultats, il est recommandé de se concerter avec le MECDD avant la finalisation du rapport d'évaluation.

- 3.2.4. En plus, l'extension de la carrière se situe partiellement dans la zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée de la Mamer et de l'Eisch (LU0001018) » pour laquelle le plan de gestion a été actualisé en novembre 2021³. Selon l'évaluation sommaire des incidences sur la ZSC élaborée par le bureau d'études ENECO en date du 30 septembre 2021, et qui fait partie intégrante du dossier soumis, des incidences notables sur la ZSC ne peuvent pas être exclues à ce stade. Par conséquent, il est nécessaire de procéder à une évaluation des incidences conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi PN en appliquant la méthodologie dite « Lambrecht & Trautner » et en s'appuyant sur des inventaires faunistiques et cartographies des biotopes/forêts. Au cas où des incidences significatives ne pourraient être écartées avec certitude, des variantes de la conception du projet sont à développer et évaluer pour rester en-dessous du seuil d'incidences significatives. En fonction des résultats de l'évaluation des incidences sur la zone Natura 2000, il est recommandé de se concerter avec le MECDD sur les conclusions de l'évaluation et leur prise en compte dans le rapport d'évaluation. Les conclusions principales de l'évaluation sont à résumer dans le rapport d'évaluation.
- 3.2.5. Les 1,2ha de la Hêtraie de l'Asperulo-Fagetum (9130) qui selon l'évaluation sommaire ont été détruites lors d'une extension de la carrière et qui ne sont pas encore compensées d'une manière adéquate, sont à intégrer dans le concept de compensation du présent rapport d'évaluation.

Espèces protégées particulièrement

- 3.2.6. La conclusion du screening faunistique du bureau d'études Milvus datant du 29 juin 2021 « Die betroffenen Artgruppen und Wirkfaktoren sind jedoch bereits auf Screeningebene gut abschätzbar, weshalb die Durchführung einer UVP-Prozedur aus gutachterlicher Sicht für die Fauna nicht notwendig ist. Jedoch müssen zur Abklärung der o.g. Konfliktpunkte und der tatsächlichen Betroffenheit der Fauna Detailstudien durchgeführt werden. » ne peut être acceptée, alors que l'EIE a justement comme objectif d'évaluer des incidences significatives avant toute procédure d'autorisation et dans une perspective globale considérant également l'interaction avec d'autres facteurs. Par contre, le MECDD valide l'approche proposée par le bureau d'études Milvus pour la réalisation des études faunistiques détaillées dans le dossier soumis de même que la zone d'étude proposée. Par rapport aux données existantes mentionnées dans le screening, l'expert doit également considérer le plan de gestion actualisé pour la ZSC précitée.
- 3.2.7. D'une manière générale, le bureau d'études doit s'exprimer sur le dérangement (effet épouvantail), la perte d'habitat (liée au dérangement et/ou à la modification du milieu entraînant une baisse d'attractivité pour certaines espèces) et l'effet barrière de la carrière dans le rapport d'évaluation.
- 3.2.8. En raison de l'emplacement de l'extension de la carrière dans et à proximité directe de forêts se prêtant à la présence de sites de reproduction ou d'aires de repos de chiroptères, il est nécessaire de réaliser la capture et le radiopistage de chiroptères comme proposé par le bureau Milvus. Au cas où un tel site ou une telle aire d'une espèce cible de la ZSC serait présent sur le site ou à proximité du site de la carrière, il est nécessaire d'en tenir compte dans l'évaluation relative au réseau Natura 2000 (voir ci-dessus) et de définir, le cas échéant, des mesures appropriées afin d'éviter des incidences significatives sur la zone précitée.

³ <https://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-adm-amin-2021-11-22-b4594-jo-fr-pdf.pdf>

- 3.2.9. Au cas où des mesures dites « CEF » devraient être réalisées afin de garantir la compatibilité du projet avec les dispositions de l'article 21 de la loi PN, il importe de préciser ces mesures d'une façon qualitative et quantitative dans le rapport d'évaluation et de se prononcer sur leur localisation. La faisabilité de ces mesures devra également être vérifiée.

Biotopes et habitats d'espèces protégés (Art. 17, loi PN)

- 3.2.10. Vu que la réalisation du projet exigera la destruction de biotopes et/ou d'habitats d'espèces protégés selon l'article 17 de la loi PN, le rapport d'évaluation doit comprendre un bilan, du moins sommaire, des éco-points à compenser, et qui devra tenir également compte des résultats des études faunistiques.

Renaturation du site

- 3.2.11. Un concept de renaturation global (site existant, site projeté) de la carrière adaptée au contexte naturel, à la faune présente dans ce milieu et intégrant au mieux le site dans la ZPIN est à présenter et à évaluer dans le rapport d'évaluation. Dans ce contexte, les concepts de renaturation autorisés sont à présenter et, le cas échéant, à vérifier, compte tenu de la présence d'espèces protégées dans la carrière. Ainsi, la renaturation du site doit absolument considérer le fait que le Grand-duc d'Europe (*bubo bubo*) et l'hirondelle des rivages (*Riparia riparia*) nichent dans la carrière.
- 3.2.12. Le concept de renaturation devra se prononcer sur les hauteurs de remblayage, les propriétés des différentes couches géologiques ainsi que de la terre de la couche supérieure destinées à accueillir des plantations, la typologie des plantations (espèces, emplacements, ...), l'éventuel aménagement de chemins forestiers, d'éventuelles mesures de gestion du site, etc..
- 3.2.13. Dans son avis l'Administration de la gestion de l'eau mentionne d'éventuels bassins de décantation. Leur aménagement est à évaluer de manière à les rendre également intéressants pour la faune.
- 3.2.14. Le concept doit aussi tenir compte des constructions à enlever comme, par exemple, les clôtures, les bâtiments, les aires de stockage et les chemins d'accès. Vu que le projet est développé sur une durée d'environ 70 ans, il est nécessaire que la renaturation est présentée et réalisée en phases en fonction de l'avancement de l'exploitation du site.

3.3. Terre et sol

- 3.3.1. L'extension de la carrière et de la décharge entraînera une modification de la géologie du site. Selon le document soumis la couche de calcaire et de marne de Strassen qui empêche que l'eau s'infiltre dans l'aquifère sera enlevée lors de l'exploitation de la carrière. Par conséquent, le bureau d'études doit présenter et évaluer le remplacement de cette couche imperméable existante par une couche constituée de déchets inertes (voir aussi le facteur « eau »).

3.4. Eau

Il est pour ce chapitre également référé à l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau annexé et auquel je me rallie. Les études déjà réalisées et mentionnées dans le prédit avis sont à valoriser et présenter/annexer au rapport d'évaluation, de même que les mesures proposées.

Eaux souterraines

- 3.4.1. Selon l'article 3 point 11° et 12° du règlement grand-ducal du 7 octobre 2020 portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Fielsbur 1, Fielsbur 2, Fielsbur 3, Mandelbaach 1, Mandelbaach 2, Sulgen, Hollenfels 1 et Hollenfels 2 situées sur les territoires des communes de Mersch et Helperknapp⁴, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser une extension de la carrière et de la décharge pour déchets inertes sur la parcelle 1904/2516 par dérogation du règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine⁵ sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. En plus, le même règlement demande une surveillance de la qualité de l'eau souterraine au niveau des carrières et un contrôle rapproché des matériaux qui seront utilisés pour le remblayage de la carrière. Si le détail de ces exigences est à préciser dans les demandes d'autorisations, il est cependant indispensable de présenter un cadre général de mesures de suivi dans le rapport d'évaluation de manière à répondre à potentielles incidences du projet sur les eaux souterraines.
- 3.4.2. Le projet est localisé dans l'aquifère du grès de Luxembourg et dans la zone de protection éloignée (zone III) d'eau potable du captage Sulgen et par conséquent toutes les incidences possibles sur l'aquifère et ce captage sont à évaluer dans le rapport d'évaluation. A cause de la localisation du projet à proximité directe de la zone de protection rapprochée (zone II) l'évaluation des incidences doit s'également exprimer sur d'éventuels impacts sur cette zone. Selon l'étude jointe au dossier soumis, aucune relation entre les forages réalisés pour l'extension de la carrière et le captage Sulgen n'a pu être détectée. Par contre, cette étude ne s'exprime pas sur les éventuelles incidences sur le captage Sulgen induites par l'exploitation de la carrière (p.ex. vibrations dans le sol lors de travaux avec la pelle ou du dynamitage qui peuvent éventuellement augmenter la turbidité de la source se situant à une distance d'environ 480m. En plus, le bureau d'études doit s'exprimer sur la potentialité éventuelle que le projet peut impacter un autre captage mentionné dans le RGD précité (p.ex. Mandelbaach 1 - 2 et Fielsbour 1 - 3). Compte tenu de qui précède, le bureau d'études doit présenter un concept de mesures à prendre au cas où un impact sur la qualité de l'eau d'un captage serait constaté et s'exprimer sur la réversibilité d'un tel impact.

⁴ <https://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-rd-2020-10-07-a826-lo-fr-pdf.pdf>

⁵ <https://data.legilux.public.lu/file/eli-etat-leg-memorial-2013-141-fr-pdf.pdf>

Eaux pluviales et eaux de surface

- 3.4.3. Il importe que le rapport d'évaluation présente d'éventuelles mesures à prendre en périodes de forte pluie (p.ex. pour évacuer les eaux pluviales). En plus, le bureau d'études doit s'exprimer les incidences potentielles dans une telle situation et l'évacuation des eaux.

3.5. Air et Climat

- 3.5.1. La directive 2014/52 concernant l'évaluation des incidences transposée en droit national par la loi EIE vise l'intégration du changement climatique et l'adaptation au changement climatique dans la procédure d'évaluation. Conformément à l'annexe III de la même loi (voir point 5), les auteurs du rapport d'évaluation devront se prononcer sur la vulnérabilité du projet au changement climatique (p.ex. incidences en cas de forte pluie, vents, ...) ainsi que les effets du projet sur le climat (p.ex. à court terme lors du déboisement et à long terme après la renaturation).
- 3.5.2. Le rapport d'évaluation doit comprendre une analyse des émissions de gaz à effet de serre générées par le projet dans une perspective d'ensemble incluant le transport des matières et les traitements de celles-ci. Les conclusions de cette analyse sont à mettre en relation avec les effets potentiels sur le climat (changement climatique, émissions, ...).

3.6. Biens matériels/Patrimoine culturel/Paysage

- 3.6.1. Les incidences paysagères du projet et son exposition, compte tenu de la situation existante, du phasage, du remodelage de la topographie et de la renaturation du site dans son ensemble sont à évaluer en présentant des coupes-types. Il importe de tenir compte de la localisation du site dans le grand ensemble paysager « Vallées de l'Eisch et de la Mamer » (plan directeur sectoriel « paysages »). Même si ce plan ne comprend pas d'obligations réglementaires pour ce type de projet, son objectif principal de conserver des espaces peu fragmentés et cohérents peut constituer une référence pour le développement de mesures d'intégration paysagère.
- 3.6.2. En ce qui concerne l'éventuelle illumination du projet, celle-ci est à présenter et des mesures pour limiter la pollution lumineuse⁶ (p.ex. horaires de travail adaptés, illumination orientée vers le site, etc.) sont à proposer.

3.7. Risque d'accidents

- 3.7.1. Au vu du type et de la localisation du projet, il est important que le rapport d'évaluation se prononce en détail sur la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents et de catastrophes majeurs (p.ex. risque d'accidents lors du dynamitage, la pollution d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine). En plus, les incidences environnementales qui peuvent découler d'un tel accident sont à évaluer dans le rapport d'évaluation de manière à ce que le bureau d'études puisse s'exprimer sur un concept de gestion des risques et sur la nécessité d'éventuelles mesures de suivi.

⁶<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/biodiversite/infrastructures-vertes/pollution-lumineuse-GDL-mai2021-BD-planches.pdf>

3.8. Mesures de suivi

- 3.8.1. Au vu de longue durée d'exploitation du projet et des incertitudes environnementales qui peuvent en découler pour la présente évaluation, une attention particulière est à porter au développement d'un concept de mesures de suivi nécessaires pour garantir la protection de l'environnement à long terme, pour anticiper le plus tôt possible des mesures correctrices en cas de besoin (p.ex. incertitudes d'évaluation, accidents,...), pour vérifier la fonctionnalité / l'efficacité des mesures proposées pour atténuer des incidences significatives ou pour assurer le suivi régulier de certaines incidences potentielles (p.ex. mesurages en relation avec les captages d'eau, ...), si besoin en est.

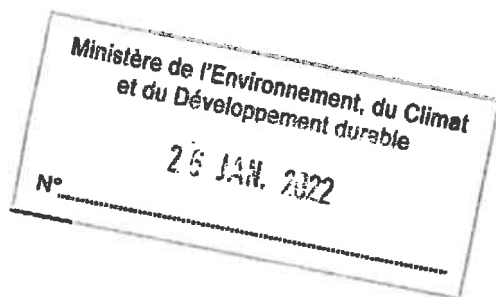
3.9. Effets cumulés

- 3.9.1. Selon l'annexe III de la loi EIE point 5.e), la cumulation avec les incidences de projets existants et/ou approuvés est à évaluer dans le rapport. Cette cumulation concerne principalement l'interaction avec l'exploitation existante et les effets sur les captages d'eau pré-mentionnés (voir facteur « eau ») ainsi que l'évaluation en relation avec Natura 2000.



Administration
de la nature et des forêts

Schoenfels, le 24 janvier 2022



Madame Carole DIESCHBOURG
Ministre de l'Environnement,
du Climat et du
Développement durable

Référence: 100864

Demandeur : Carrière FEIDT S.A. / ENECO

Commune : Mersch

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet „Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfalldeponie Typ A Brouch“ sur le territoire de la commune de Mersch – Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Madame la Ministre

Conformément à votre demande du 16 décembre 2021, l'administration de la nature et des forêts propose d'analyser plus en détail les aspects suivants :

1. Procédure de recherche de nouveaux emplacements

Le projet d'extension de la carrière et de la décharge se trouvait jusqu'en 2021 dans le périmètre défini par le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour matériaux inertes » qui est abrogé et remplacé par le règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes.

Tout projet d'extension fera l'objet d'une évaluation conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 25 août 2021. L'aptitude du site sera évaluée par rapport aux critères d'évaluation comparative de l'Annexe III de ce règlement.

La capacité autorisée d'un nouveau site doit être inférieure ou égale à la capacité maximale à autoriser (3.200.000 m3), or la présente demande concerne une extension de 4.500.000 m3.

Selon nos estimations, la capacité restante libre autorisée sur le site de Brouch (N/Réf. 56393 du 13 août 2003 et N/Réf. 82548 du 14 septembre 2015) est supérieure à la capacité maximale (3.200.000 m3) fixée par le nouveau règlement grand-ducal du 21 août 2021. Partant, une extension ne saurait être autorisée à ce stade. L'évaluation prendra position au sujet de la capacité restante libre.

La région centre dispose de 2 décharges opérationnelles: la décharge FEIDT à Brouch et la décharge RECYFE à Colmar-Berg situées à 14 km de distance. Chaque décharge fait l'objet d'une demande d'extension.

2. Zone NATURA 2000

La carrière, la décharge et le projet d'extension sont situés partiellement dans le périmètre défini par la zone NATURA 2000 LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch ». L'évaluation analysera l'impact sur les objectifs principaux de cette zone NATURA 2000 énoncées dans le règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation.

2.1. Forêts

Le présent projet d'extension de la carrière et de la décharge de 7,75 hectares est planifié en lieu et place d'une surface de compensation de 6 hectares, plus précisément d'une pessière en voie de reconversion en chênaie sur la partie Est de la parcelle cadastrale 1904/2516 pour compenser la destruction d'une chênaie du *Primulo-Carpinetum asperuletosum* FFH 9160 conformément à l'autorisation ministérielle N/Réf. : 82548 du 14 septembre 2015. Le projet d'extension de la carrière impliquera aussi la destruction d'une hêtraie du *Melico-Fagetum luzuletosum* FFH 9130 de 0,25 hectares et d'une chênaie du *Primulo-Carpinetum asperuletosum* FFH 9160 de 1,50 hectares. La destruction projetée des 7,75 hectares de forêts mettra le projet en conflit avec la directive 92/43/CEE. L'évaluation des incidences prendra position par rapport aux défrichements projetés.

Les forêts dans les alentours de la carrière ont subi des dégâts considérables lors des aléas climatiques récents, notamment par l'ouragan de 2014 et par la canicule des années 2018-2020 qui ont causé le dépérissement d'une surface forestière considérable autour de la carrière. La canicule des années 2018-2020 a anéanti aussi les efforts de reforestation sur la décharge (parcelles cadastrales 1899/2734; 1899/2913; 1899/2505). L'évaluation des incidences fera un état des lieux des travaux de reforestation sur la décharge et proposera un agenda avec des mesures correctives détaillées, notamment la mise en place de bois mort (souches, couronnes), de terre arable (texture limoneuse, structure poreuse, teneur élevée en humus), des plantations et ensemencements

appropriés, voir des sous-solages (Tiefenlockerung) des sols argileux compactés de la décharge afin de reconstituer des peuplements forestiers équivalents, du point de vue production et écologie, aux peuplements défrichés. Une attention particulière sera accordée à la création des habitats d'intérêt communautaire et aux biotopes suivants :

- Chênaies sessiliflores mélangées FFH 9160 sur sols argileux
- Hêtraies du *Melico-Fagetum luzuletosum* FFH 9130 sur sols gréseux
- Lisières structurées BK15 sur le pourtour de la décharge
- Front de taille FFH 8210 le long de la limite Nord de la carrière
- Mardelles BK08 sur sols argileux
- Murgiers de concassée de carrière BK21 le long de la lisière Sud-Ouest

Un agenda avec des mesures concrètes concernant la restitution des forêts et la création de biotopes est à élaborer.

L'évaluation des incidences prendra position par rapport aux mesures pour protéger les forêts attenant la carrière. L'évaluation tiendra compte des effets cumulatifs qui impactent la stabilité des forêts (canicules, ouragans) et proposera des mesures d'atténuation. Afin de conserver les forêts attenant la carrière dans un bon état de conservation, l'évaluation examinera la possibilité de maintenir, respectivement de créer un cordon forestier feuillu autochtone plus important sur le pourtour Nord-Est-Sud de la carrière. Une attention particulière est à accorder aux habitats d'intérêt communautaire FFH 9130 sur sols gréseux et FFH 9160 sur sols marneux. Cette mesure servira également à maintenir en permanence la continuité de la fonctionnalité écologique des habitats d'espèces intégralement protégées et à protéger les eaux de la source SULGEN.

2.2. Flore

Sur le site se trouvent deux plantes intégralement protégées par le règlement grand-ducal du 19 août 1989 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces végétales de la flore sauvage, ce qui met le projet en conflit avec l'article 20 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :

Aquilegia vulgaris
Daphne mezereum

Ancolie vulgaire
Bois-joli

Gemeine Akelei
Seidelbast

L'ancolie vulgaire est une plante menacée de la famille des Renonculacées, tributaire des forêts thermophiles, des coupes forestières et pelouses, généralement sur sol calcaire.

Le bois-joli est un petit arbuste de la famille des Thyméléacées tributaire des forêts sur des sols riches, le plus souvent sur calcaire.

L'évaluation des incidences proposera des mesures concrètes pour conserver ces plantes, notamment par le recouvrement de la décharge avec le sol d'origine déblayé sur marnes et calcaires de Strassen (li3).

2.3. Faune

L'étude d'impact sur les chauves-souris, réalisée dans le cadre de la dernière extension de la carrière et de la décharge (N/Réf. 825489, année 2015), indique la présence de 6 espèces de chauves-souris :

<i>Eptesicus serotinus</i> *	Serotine commune	Breitflügelfledermaus
<i>Myotis Bechsteinii</i> *	Murin de Bechstein	Bechsteinfledermaus
<i>Myotis myotis</i> *	Grand Murin	Grosses Mausohr
<i>Nyctalus leisleri</i> *	Noctule de Leisler	Kleiner Abendsegler
<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	Zwergfledermaus
<i>Plecotus auritus</i> *	Oreillard roux	Braunes Langohr

*espèce avec un état de conservation non favorable

L'étude d'impact conclue que la destruction de la forêt aura un impact certain sur les chauves-souris, notamment le Grand Murin, une espèce NATURA 2000 de l'ANNEXE II de la directive 92/43/CEE, qui perdra une partie de son territoire de chasse, ce qui a abouti à des mesures d'atténuation d'incidence anticipatives afin de maintenir en permanence la continuité de la fonctionnalité écologique de leurs sites de reproduction, de leurs aires de repos et de leurs territoires de chasse essentiels moyennant l'installation de nichoirs et la conservation d'arbres-habitats dans les forêts feuillues attenantes. Sur la parcelle cadastrale 1904/2516, qui fait actuellement l'objet d'une demande d'extension, une conversion de 6 ha de pessières atteints de bostryche en forêts feuillues autochtones est en cours afin de permettra à long terme la restitution des habitats des chauves-souris, c'est-à-dire la hêtraie du *Melico-Fagetum luzuletosum* FFH 9130 et la chênaie du *Primulo-Carpinetum asperuletosum* FFH 9160 défrichées dans le cadre de l'extension de 2015 (autorisation N/Réf. 82548). Le projet d'extension soumis détruira ces 6 ha de mesures compensatoires ainsi que des habitats d'espèces et des habitats forestiers d'importance communautaire, ce qui met le projet d'extension en conflit avec la directive 92/43/CEE. L'évaluation des incidences prendra position par rapport à ces défrichements.

L'étude d'impact ECOTOP, réalisée dans le cadre du remblayage et de l'extension de la carrière de 2003 (autorisation N/Réf. 56393) et l'étude MILVUS, réalisée dans le cadre de la dernière extension de la carrière et de la décharge (autorisation N/Réf. 825489 de 2015) indiquent la présence de 3 espèces d'oiseaux nicheurs tributaires du milieu ouvert de la carrière, plus précisément du front de taille, des plans d'eau et des dépôts de sable:

<i>Bubo bubo</i>	Hibou grand-duc	Uhu
<i>Charadrius dubius</i> *	Petit gravelot	Flussregenpfeifer
<i>Riparia riparia</i> *	Hirondelle de rivage	Uferschwalbe

*espèce avec un état de conservation non favorable

L'évaluation des incidences développera des mesures concrètes pour conserver les biotopes créés par l'exploitation du Grès de Luxembourg. Un inventaire des amphibiens et lézards est à réaliser par un bureau d'études agréé.

L'évaluation des incidences développera également des mesures concrètes pour créer des biotopes lors du remblayage de la carrière (plans d'eau, murgiers, dépôts de sable).

L'évaluation préliminaire de l'impact sur la faune, élaborée par le bureau d'études MILVUS (état 29 juin 2021) dans le cadre du présent projet d'extension (N/Réf. 100864), conclut que les études détaillées suivantes sont à réaliser:

Erfassung der Brutvogelfauna gemäß SUDBECK et al. in der Erweiterungsfläche und den angrenzenden Waldstrukturen (Abbildung 23 des faunistischen Screenings des Beratungsbüros MILVUS 29.06.2021). Zudem ist eine Horst- und Revierkartierung im 1.500m-Radius um die geplante Erweiterung durchzuführen.

Erfassung der Fledermäuse im Erweiterungsbereich und umliegenden Waldstrukturen (Abbildung 23 des faunistischen Screenings des Beratungsbüros MILVUS 29.06.2021) mittels Netzfang, Batcordern und Detektorbegehungen. Zudem sind initial potenzielle Quartierstrukturen aufzunehmen.

Durchführung einer Haselmausuntersuchung mittels Nest-Tubes und/oder Nistkästen im Erweiterungsbereich.

Aufnahme potenzieller Wurfplätze der Wildkatze im Erweiterungsbereich und dem angrenzenden Umfeld (Abbildung 23 des faunistischen Screenings des Beratungsbüros MILVUS 29.06.2021).

L'évaluation des incidences prendra position par rapport aux défrichements et proposera des mesures d'atténuation d'incidence anticipatives des extensions de la carrière et de la décharge sur les espèces animales intégralement protégées. Ces mesures maintiendront en permanence la continuité de la fonctionnalité écologique de leurs sites de reproduction, de leurs aires de repos et de leurs territoires de chasse essentiels.

3. Corridor de la faune sauvage

La carrière, la décharge et le projet d'extension sont traversés par un corridor principal de la faune sauvage en direction Nord-Sud. L'évaluation des incidences analysera l'impact d'une surface clôturée d'environ 27 hectares sur la faune sauvage.

4. Zone protégée d'intérêt national

La carrière, la décharge et le projet d'extension ne se trouvent pas dans le périmètre défini par le règlement grand-ducal du 16 mars 2020 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Mandelbaach/Reckenerwald » sise sur les territoires des communes de Helperknapp et de Mersch.

5. Eaux souterraines et sources

Le projet d'extension de la carrière et de la décharge se trouve dans le périmètre défini par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2020 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Fielsbur 1, Fielsbur 2, Fielsbur 3, Mandelbaach 1, Mandelbaach 2, Sulgen, Hollenfels 1, Hollenfels 2 situées sur les territoires des communes de Mersch et de Helperknapp.

L'article 3.11° du règlement grand-ducal sus-mentionné stipule :

« Sur demande introduite conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre q) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le membre du Gouvernement ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions peut autoriser l'exploitation de carrières déjà existantes sur des parcelles situées dans la zone de protection éloignée et une extension de ces carrières sur la parcelle cadastrale numéro 1904/2516, section F de Reckange inscrite au cadastre de la commune de Mersch par dérogation à l'annexe I, point 5.1, du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 concernant les zones de protection des eaux souterraines sous réserve de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. Une surveillance de la qualité de l'eau souterraine au niveau des carrières et un contrôle rapproché des matériaux, qui seront utilisés pour le remblayage de la carrière, sont à réaliser. »

Le rapport EIE prendra position par rapport aux mesures d'atténuation d'incidence anticipatives sur l'aquifère du Grès de Luxembourg (li2) et les 2 sources captées au lieu-dit SULGEN afin de garantir une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

6. Bilan écologique

Le rapport EIE dressera le bilan des forêts et biotopes détruits et restitués. Les forêts sont à restituer quantitativement (27 ha) et qualitativement (FFH 9130 et FFH 9160).

7. Monitoring

La reforestation de la décharge, la gestion des biotopes et la surveillance de la qualité de l'eau souterraine au niveau de la carrière feront l'objet d'un suivi scientifique. Le maître d'œuvre dressera annuellement un rapport d'évaluation accompagné, en cas de nécessité, de mesures correctives.

Ce rapport d'évaluation sera présenté lors de la visite des lieux annuelle en présence de l'administration de la nature et des forêts.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le préposé du triage de Mersch-Ouest



Guy GILSON

Le chef de l'arrondissement Centre-Ouest



Jeannot JACOBS




LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement du Climat
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

Direction
Référence : EAU/EIE/21/0058 - scoping
Votre référence : 100864
Dossier suivi par : Service autorisations - FGA
Tél. : 24556 - 920
E-mail : autorisations@eau.etat.lu

Madame Carole DIESCHBOURG
Ministre de l'Environnement
L-2918 Luxembourg

Esch-sur-Alzette, le 03 FEV. 2022

Objet : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.
 **Evaluation du projet « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfalldeponie Typ A, Brouch » sur le territoire de la commune de Mersch.**
Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation (« scoping »).

Madame la Ministre,

En réponse à votre demande d'avis du 16 décembre 2021 relative au dossier sous rubrique, veuillez trouver ci-dessous l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau.

Volet « eaux souterraines et eau potable »

Le projet est situé dans la zone de protection éloignée du captage Sulgen exploité pour l'alimentation en eau potable d'une partie de la commune de Mersch.

Des études, notamment la réalisation de piézomètres de suivi, des mesures de l'évolution du niveau de la nappe, etc. ont déjà été réalisées par le bureau d'étude ENECO pour mieux appréhender les directions d'écoulement des eaux souterraines et la vulnérabilité du captage.

Des mesures de protection des eaux souterraines ainsi qu'un suivi adéquat de celles-ci pendant les différentes phases d'exploitation de l'extension de la carrière, CI, CII et CIII ont été proposées et les précautions et obligations pour protéger le captage Sulgen seront détaillées dans l'autorisation relative à l'eau, qui a déjà été introduite auprès de l'Administration de la gestion de l'eau conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

À ce stade beaucoup d'éléments ont donc déjà été analysés et transmis à l'Administration de la gestion. Ce n'est qu'au fur et à mesure de l'évolution de l'extension de la carrière, avec un suivi adéquat des piézomètres de la source Sulgen, que l'impact éventuel réel de la carrière pourra être analysé. Il sera donc important qu'après chacune des phases d'exploitation CI, CII et CIII, un rapport d'analyses et d'interprétation des données hydrogéologiques soit réalisé et transmis à l'AGE pour évaluer l'impact réel éventuel de l'excavation sur les eaux souterraines et sur la source Sulgen.

L'EIE devra mentionner qu'un suivi et des rapports intermédiaires seront réalisés.



Enfin il semblerait que la profondeur d'excavation projetée ne pouvait pas être réduite de façon à respecter une distance de 20 mètres entre la profondeur maximale d'excavation et le niveau de la nappe du Grès de Luxembourg. Il sera important d'étudier dans l'EIE les alternatives à l'excavation à pareilles profondeurs, pour éventuellement identifier des solutions permettant de réduire les profondeurs d'excavation et respecter une distance de sécurité de 20 mètres.

Volet « eaux de surface »

L'extension projetée de la carrière se situe dans le bassin versant du « Moschbaach » un petit affluent du cours d'eau « Eisch ».

Lorsque les travaux de remblayage seront terminés, l'écoulement naturel des eaux de surface devra être rétabli. La nécessité de bassins ou fossés de décantation et de rétention temporaires pour les eaux de ruissellement lors du remblayage final, doit également être analysée.

La phase finale avec le concept de l'évacuation des eaux superficielles est à représenter sur un plan.

Volet « assainissement »

Le rapport doit reprendre les types d'eaux usées générées par le site et le cas échéant indiquer leur traitement.

Le principe détaillé de rétention et de traitement des eaux pluviales (bassin sédimentation, bassin de rétention selon les règles de l'art pour les sites de décharges) est à présenter.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Luc ZWANK
Directeur adjoint

26 JAN. 2022



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de l'environnement

Ministère de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable

4, place de l'Europe
L – 1499 Luxembourg

V/Réf. : 100864

N/Réf. : 83bxbd1b7

Dossier suivi par : Carlo HIPPE

Esch-sur-Alzette, le 21 janvier 2022

Concerne : EIE – Avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport EIE (scoping) ;
Projet « Extension d'une carrière et d'une décharge pour matières inertes du type A
situées sur le territoire de la commune de Mersch, section F de Reckange » ;
Maître d'ouvrage : Carrières Feidt S.A.

Madame, Monsieur,

Par courrier du 16 décembre 2021, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable sollicite l'avis de l'Administration de l'environnement sur le champ d'application et le niveau de détail des informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement. Les informations fournies par le maître d'ouvrage en vertu de l'article 5.3 de la loi précitée ont été communiquées le même jour par voie électronique.

L'avis qui suit se limite aux domaines de l'environnement suivis par l'Administration de l'environnement tout en considérant les dispositions des articles 3 et 6 de la loi du 15 mai 2018 susmentionnée et de l'annexe III de la même loi. L'avis se réfère au document établi le 30 septembre 2021 par ENECO Ingénieurs-Conseils S.A. et ayant la référence « ENECO-210930FEID2001D-Screening ».

Le projet sous analyse concerne, d'une part, une extension d'une carrière existante sur une surface de 7,75 ha et, d'autre part, une extension d'une décharge pour déchets inertes du type A d'une capacité de 4.500.000 m³. Une surélévation d'une décharge, bien que mentionnée à la page « Projektdatenblatt », n'est pas précisée davantage par la suite. Par conséquent, une erreur matérielle est supposée.

Le document sous analyse présente une évaluation sommaire des incidences du projet sur la population avoisinante, notamment en se basant sur ses annexes

- B01 « Erweiterung Steinbruch Brouch – Stellungnahme zu den Staubimmissionen » ;
- B02 « Stellungnahme- Schalltechnische Einschätzung der Geräuschimmissionen für die Erweiterung des Steinbruchs und der Inertabfalldeponie der Carrières Feidt am Standort Brouch » et
- B03 « Abschätzung der Erschütterungsmissionen durch Lockerungssprengungen ».

Administration de l'environnement
Unité permis et subsides
Autorisations d'exploitation

1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
www.emwelt.lu

commodo@aev.etat.lu
Tél.: +352 40 56 56-600
www.gouvernement.lu



En ce qui concerne l'environnement humain, l'Administration de l'environnement est d'avis que le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement devra réserver une attention particulière aux émissions de vibrations, du bruit et des rejets dans l'air lors de la phase opérationnelle du projet.

En considérant les informations présentées, l'Administration de l'environnement est d'avis que l'impact acoustique, l'impact vibratoire et l'impact des rejets dans l'air doivent chacun être analysés en détail par une personne agréée. Les études précitées doivent faire partie intégrante de l'évaluation des incidences sur l'environnement à élaborer.

- **Description du projet**

Selon les informations présentées, le projet sous analyse prévoit la poursuite de l'exploitation de certains éléments de l'établissement existant (point d'entrée, route interne, bascule, etc.). Ainsi, le projet aura des incidences sur la remise en état finale du site existant. Cet aspect devra être considéré lors de l'élaboration du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement.

L'extraction de la roche se fera par emploi d'explosifs en ayant recours à un procédé dénommé « emissionsoptimierte Sprengungen ». Ce procédé doit être précisé par rapport au procédé de tir actuel couvert par l'arrêté ministériel n° 1/14/0477 ; arrêté délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne la localisation du projet, le document renseigne à la page 14 que le projet se situe d'après le plan d'aménagement général de la commune de Mersch en « zone d'extraction ». Selon les informations issues du géoportail, cette affirmation n'est pas correcte. En effet, la zone superposée « Zone d'extraction » telle que définie par le plan d'aménagement général de la commune de Mersch ne concerne que le site existant et non l'extension projetée. Le rapport d'évaluation à élaborer devra se prononcer sur ce point.

Le projet sous analyse se situe dans les limites de la décharge telle que définie par le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes ». La décision de détermination du 20 décembre 2021, prise en vertu de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), rappelle que le règlement grand-ducal précité a été abrogé par le règlement grand-ducal du 23 juillet 2021. Il en résulte que les nouvelles dispositions du règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes sont à observer, notamment ses articles 7 et 6.

Selon les articles précités, le rapport d'évaluation visé à l'article 6 de la loi EIE devra être complété par une évaluation spécifique tenant compte

- des critères d'évaluation comparative précisés à l'annexe III du règlement grand-ducal en question et



- de l'annexe II du même règlement définissant les capacités maximales et minimales disponibles par région.

- **Aires d'étude**

L'aire d'étude relative au facteur « population et santé humaine » devra être choisie de manière à contenir tous les bâtiments dans lesquels séjournent à quelque titre que ce soit des personnes, soit de façon continue, soit à des intervalles réguliers ou rapprochés pour lesquels des incidences significatives du projet sous analyse ne peuvent être exclues. Les propriétés qui, quoique non bâties actuellement mais susceptibles d'être couvertes par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, sont également à considérer.

En ce qui concerne les annexes B02 et B03, il y a lieu de formuler des réserves en ce qui concerne l'aire d'étude y considérée. En effet, l'habitation isolée « Reckener Barrière » doit être considérée pour évaluer les incidences sonores du projet et le classement des habitations à la limite des agglomérations avoisinantes les plus proches (Brouch et Reckange) selon la norme allemande DIN 4150-2 « Erschütterungen im Bauwesen Teil 2 : Einwirkungen auf Menschen in Gebäuden » est à justifier.

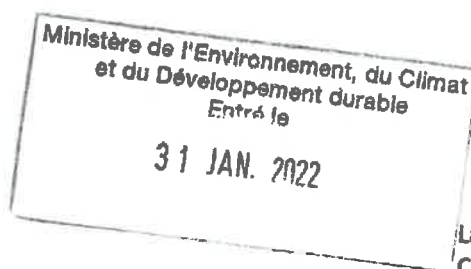
Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

**Mariann
e Mousel**

Digitally signed by
Marianne Mousel
Date: 2022.01.24
11:44:48 +01'00'

Marianne MOUSEL

Responsable d'unité



La Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable
4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

V/Réf. : 100864

N/Réf. : ESA/EIE/2021-78201-119

Concerne : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

- Evaluation du projet « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfaldeponie Typ A, Brouch » sur le territoire de la commune de Mersch
- Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Madame la Ministre,

Par courrier du 16 décembre 2021, l'Inspection du travail et des mines (ITM) a été saisie d'un avis conformément à l'article 5 de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement concernant le projet « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfaldeponie Typ A, Brouch » sur le territoire de la commune de Mersch.

Pour l'établissement du présent avis, l'ITM s'est basée sur le document élaboré par le bureau d'études « ENECO S.A. Ingénieurs-conseils » et intitulé « Standortbezogene Vorprüfung (Screening), Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfaldeponie Typ A, Brouch » du 30.09.2021 avec sa référence « ENECO-210930FEID2001D-Screening » et ses annexes.

L'ITM étant, dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, administration compétente pour la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que pour la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie, les remarques suivantes sont à formuler par rapport au dossier présenté :

1. Quels types de matières explosives sont utilisés dans la carrière ? S'agit-il d'articles pyrotechniques selon la loi modifiée du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques (catégories P1 ou P2) ou s'agit-il d'explosifs selon la loi du 23 décembre 2016 concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ?
2. En ce qui concerne l'emploi d'explosifs, afin de pouvoir évaluer les incidences directes et indirectes du projet sur les personnes, une étude des risques, élaborée conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité, doit être jointe au rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement. Cette étude des risques devra se prononcer également sur des effets de surpressions de 50 mbar ou des projections de débris qui sont susceptibles de dépasser les limites du site en cas d'emploi de matières explosives.
3. Afin de pouvoir évaluer l'impact du projet sur les salariés, une évaluation des risques pour leur

Inspection du travail et des mines

Adresse postale:

B.P. 27

L-2010 Luxembourg

Tel.: +352 247-76100

Bureaux:

3, rue des Primeurs

L-2361 Strassen

Fax: +352 247-96100

Site Internet:

<http://www.itm.lu>

,
sécurité et leur santé est à réaliser, en prenant en compte entre-autres l'emploi des matières explosives, le bruit, les vibrations et les poussières dans l'atmosphère dans les conditions normales d'utilisation.

Toutefois, toute exploitation d'une carrière à ciel ouvert doit être conforme à l'arrêté grand-ducal du 05 novembre 1955, portant modification du chapitre B de l'arrêté grand-ducal du 26 avril 1930 concernant l'exploitation des mines, minières et carrières et dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872 concernant le régime de certains établissements industriels.

Finalement, nous vous rendons attentif que le dossier présenté a uniquement été analysé au titre de l'article 5 de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et que le présent avis ne renseigne pas sur l'état du dossier par rapport à d'autres dispositions légales en vigueur.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Marco Boly
Directeur



Réf du CNRA : 0409-CR/21.3989

Réf. du MECDD : 100864

Luxembourg, le 04 février 2022

Réf du MC : /

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Entré le

10 FEV. 2022

À Madame la Ministre Carole Dieschbourg
Ministère de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
c/o Monsieur Charel GLEIS
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Lettre recommandée avec avis de réception

**Objet : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet « Erweiterung genehmigter Steinbruch und genehmigte Inertabfalldeponie
Typ A, Brouch » sis Mersch, F de Reckange, lieu-dit « Reckinger Wald »**

Concerne : Avis du CNRA

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception du dossier référencé en objet, que vous m'avez transmis le 16 décembre 2021.

Suite à l'examen de ce dossier, le Centre national de recherche archéologique (CNRA) m'a informé que ce projet de construction ne présente qu'un faible impact sur le patrimoine archéologique. Par conséquent, il ne sera pas nécessaire d'y effectuer une opération d'archéologie préventive.

Toutefois, comme aucune investigation scientifique des terrains n'a eu lieu, l'existence de sites archéologiques ne peut pas être entièrement exclue. Pour ces raisons, il est rappelé qu'au cas où des vestiges archéologiques (structures bâties, objets, monnaies...) seraient mis au jour pendant les travaux de terrain, le CNRA et notamment son Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire doit être contacté immédiatement pour être en conformité avec l'article 30 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Cette loi prévoit que toute découverte d'éléments pouvant intéresser l'archéologie doit immédiatement être signalée au bourgmestre de la commune, qui en assure la conservation provisoire et en informe d'urgence le CNRA.

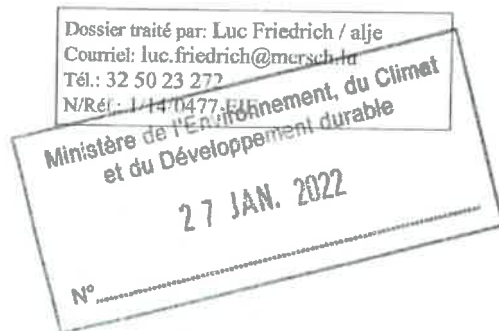
Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Sam TANSON

Ministre de la Culture

**Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter
le Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire du CNRA
Tél: 260 281 53 - amenagement@cnra.etat.lu
www.cnra.lu**

Copie à : Centre national de recherche archéologique

ADMINISTRATION COMMUNALE DE **MERSCH**

Mersch, le 24 janvier 2022

Madame Carole Dieschbourg
Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

V./Réf.: 100864

Concerne: Avis du collège des bourgmestre et échevins relatif à l'extension de la carrière et de la décharge pour déchets inertes à Reckange/Mersch.

Madame la Ministre,

Nous avons l'honneur de vous informer que, suivant l'avis au public relatif à l'extension de la carrière et de la décharge pour déchets inertes à Reckange/Mersch publié en exécution de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Mersch émet un avis favorable. Néanmoins, nous vous demandons de bien vouloir prendre en considération les remarques suivantes:

- La convention entre l'administration communale de Mersch et la société anonyme Carrières Feidt S.A. du 19 juin 2007 est à respecter strictement et notamment en ce qui concerne les procédures à observer et leur financement en cas de pertes de qualité et de quantité d'eaux potables de la source «Soulgen»;
- Les contraintes réglementaires concernant le scellement de la décharge stipulées dans l'autorisation n° 82548 CD/gb du 14 septembre 2015 du Département de l'Environnement de votre Ministère doivent rester d'application pour l'expansion de la décharge;
- Il est fait état de la zone de protection «Soulgen»: Nous sollicitons que l'Administration de la gestion de l'eau examine les conclusions tirées dans le rapport du 3 juillet 2020 du bureau Eneco S.A. de Contern concernant la zone de protection des eaux potables «Soulgen». Suivant les résultats obtenus par l'Administration de la gestion de l'eau, une adaptation de la zone de protection serait de rigueur. Jusqu'à l'obtention des résultats, la commune de Mersch se fonde sur la zone de protection telle qu'elle est identifiée actuellement;
- Le captage «Soulgen» est la source en eau potable la plus importante pour la commune de Mersch. Un assainissement de ladite source est projeté et les premières estimations financières s'élèvent à environ 2 millions d'Euros. Une défaillance de cette source aurait des répercussions directes pour la commune de Mersch et ses citoyens. C'est pourquoi nous demandons des garanties de la part des ministères et administrations compétents que l'expansion de la décharge n'aurait des effets négatifs à la source «Soulgen» et à l'extension projetée de cette dernière.

- En outre, la commune de Mersch est en phase planification pour l'assainissement de la source «Hilgeschheck» qui constitue une garantie et réserve supplémentaire en eau potable. Nous estimons que ce projet doit faire l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de la présente;
- Dans le «Screening» du bureau Eneco il est indiqué que le «Monitoring» de la nappe phréatique est poursuivi. Nous saluons cette approche mais nous vous rendons attentif au fait que la commune de Mersch fait de grands investissements dans le «Monitoring» de la source «Soulgen». Nous mettons en cause que la commune de Mersch doit supporter intégralement les frais supplémentaires pour ce «Monitoring» et nous demandons un dialogue afin de discuter sur des solutions éventuelles.

En espérant que la présente retienne votre bienveillance, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de notre considération respectueuse.

pour le collège des bourgmestre et échevins
le secrétaire, le bourgmestre,

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le

31 JAN. 2022

Ministère de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable
Direction des Evaluations des Autorisations
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tuntange, le 21 janvier 2022

A l'attention de Monsieur Charel Gleis

Concerne : Votre référence 100864 – Extension d'une carrière à Brouch

Monsieur,

Par la présente nous accusons bonne réception de votre courrier du 16 décembre 2021 en relation avec la demande de modification et d'extension d'une carrière existante à Brouch.

Etant donné que le projet se situe à proximité de la réserve naturelle nationale « Mandelbach », nous sommes d'avis qu'il y a lieu d'analyser entre autres plus précisément les incidences sur ladite réserve naturelle dans le cadre du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement à établir.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Le bourgmestre

CONRAD Frank



Le chargé d'études dirigeant

MEYERS Joël

